

**RAPPORT N° 98/6-94**  
**au Conseil Municipal**

**OBJET**

**INDEMNISATION DES FRAIS DE DEPLACEMENTS**  
**DE MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL**

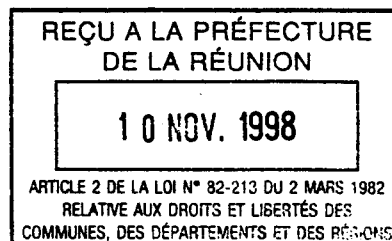
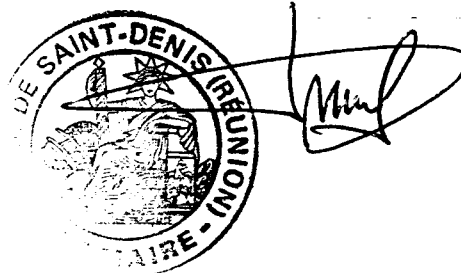
La Ville souhaite indemniser les frais de déplacements des élus utilisant leur véhicule personnel pour leurs missions.

L'Article L. 2123-18 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant le remboursement des frais de déplacements précise que «les fonctions d'Adjoint donnent droit au remboursement des frais que nécessite l'exécution de mandats spéciaux. Ces frais ainsi exposés sont remboursés sur présentation d'un état de frais».

Le remboursement se fera par référence au Décret n° 89-271 du 12 avril 1989 réglementant les prestations pour les fonctionnaires de l'Etat dans les Départements d'Outre-Mer.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**LE MAIRE**  
**Michel TAMAYA**



DELIBERATION N° 98/6-94  
du Conseil Municipal  
en séance du vendredi 30 octobre 1998

**OBJET**

**INDEMNISATION DES FRAIS DE DEPLACEMENTS  
DE MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'Article L. 2133-18 concernant le remboursement des frais de déplacements ;

Vu le Décret n° 89-271 du 12 avril 1989 fixant les conditions et modalités de remboursement pour les fonctionnaires de l'Etat dans les Départements d'Outre-Mer ;

Sur le RAPPORT N° 98/6-94 présenté par le Maire, au nom de la Commission Entreprise Municipale/ Finances ;

Sur l'avis favorable de ladite Commission ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
A L'UNANIMITE DES VOTANTS**

**ARTICLE 1**

Les membres du Conseil Municipal qui utilisent leur véhicule personnel pour les missions spéciales pourront être indemnisés de leurs frais de déplacements.

**ARTICLE 2**

Cette indemnisation se fera dans les mêmes conditions que celles prévues par le Décret n° 89-271 du 12 avril 1989.

---

Pour extrait certifié conforme,  
Fait à Saint-Denis, le 06 NOV. 1998

**LE MAIRE  
Michel TAMAYA**

